Kabylie : Economie contemporaine

(artisanat et industrie)

M.-O. Oussalem

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1424>

DOI : 10.4000/encyclopedieberbere.1424

ISSN : 2262-7197

Éditeur

Peeters Publishers

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2004

Pagination : 4042-4046

ISBN : 2-7449-0452-X

ISSN : 1015-7344

Référence électronique

M.-O. Oussalem, « Kabylie : Economie contemporaine », *Encyclopédie berbère* [En ligne], 26 | 2004, document K12, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 14 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1424> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.1424>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Kabylie : Economie contemporaine

(artisanat et industrie)

M.-O. Oussalem

Les activités manufacturières en Kabylie jusqu'en 1962

- 1 L'économie de la Kabylie est depuis longtemps caractérisée par le déséquilibre entre les ressources et la population. La survie des populations a été rendue possible par le développement d'une forme de pluriactivité (agriculture, arboriculture, artisanat) qui a permis d'insérer l'espace économique kabyle dans un réseau d'échanges avec les Hautes-Plaines. Cette insertion a permis d'accéder aux céréales (élément de base de l'alimentation des populations) en échange des produits de l'arboriculture et de l'artisanat. Elle a été à l'origine d'une activité artisanale dense et variée qui s'est accompagnée d'une forme de spécialisation régionale. Ce fragile équilibre est rompu dans le dernier tiers du XIX^e siècle avec la mise en place de l'économie coloniale qui rompt les relations de complémentarité avec les Hautes-Plaines et introduit à grande échelle les produits de l'industrie manufacturière moderne provoquant ainsi le lent dépérissement des activités artisanales et la crise de l'économie traditionnelle.
- 2 Les stratégies économiques mises en œuvre par les populations se sont organisées autour de l'exode rural et de l'émigration vers les régions de plaine en Algérie et les grands centres industriels en France. Mais, une autre stratégie, moins visible, d'adaptation à l'ordre économique moderne s'est mise en place. Elle a consisté en la création d'activités en Kabylie même. Elle a concerné d'abord le développement d'activités commerciales modernes dans les petites villes et villages (Tizi-ouzou, Bgayet, Boghni, Azazga, Akbou, Tazmalt...). Il y a eu, en outre, un développement significatif de petites unités valorisant la production arboricole locale : huileries, minoteries, conditionnement de figues sèches destinées à l'exportation (une dizaine d'unités à Tizi-Ouzou, mais aussi à Tizi-Rached, Azazga, Amizour).
- 3 À partir des années 1930 et surtout à partir de 1945, un effort d'adaptation des activités d'artisanat traditionnel est entrepris dans le cadre de programmes d'emploi rural. Il

s'agissait d'améliorer la qualité des produits pour les adapter à la demande des marchés urbains, de faciliter l'accès au crédit et d'aider à la commercialisation. Cette politique qui a connu quelques succès sera reprise et amplifiée dans la première décennie de l'indépendance.

La politique de développement industriel et ses résultats

- 4 À l'indépendance, la création d'emplois s'est imposée comme question centrale en Kabylie. Malgré l'exode rural et l'importance des flux migratoires vers la France, le niveau du chômage et du sous-emploi est demeuré important. Cette contrainte s'est imposée à l'action publique dans le domaine industriel et a conduit à lancer un programme d'industrie locale.

Le développement de l'industrie locale

- 5 Dans une première phase (1967-1973), un programme de développement de petites unités étatiques dans les différentes branches de l'artisanat traditionnel est lancé. Il visait à créer des emplois en milieu rural et à revitaliser les économies locales. Les unités sont implantées dans les zones où existe une tradition artisanale. Ainsi dans la wilaya de Tizi-Ouzou et de Bouira, une trentaine d'unités sont créées :
 - bijouterie : à At Yanni, Boghni, Draa El Mizan
 - poterie, céramique : Ouadhias, At Khir, Bounouh
 - tissage : At Zmenzer, At Hichem, Tizi-Ouzou, Ouaghzen
 - ébénisterie : Tizi-Rached, Djema-Saharidj
- 6 À partir de 1974, le développement de l'industrie publique locale est réorienté vers la création d'activités approvisionnant l'industrie du bâtiment et des travaux publics : agglomérés en béton, briqueterie, menuiserie, carrières d'agréats. En effet, l'augmentation des dépenses publiques d'infrastructures a généré un gros déficit en matériaux de construction ; pour cette raison ces activités auront la priorité durant la période 1974-1984. Il s'agit en général d'activités de taille moyenne (50 emplois contre 25 pour les unités d'artisanat), localisées près des marchés ou près des sources des matières premières.
- 7 Le modèle de gestion de ces unités publiques locales les soumettait à une tutelle administrative pesante des wilayas ou des communes. Parallèlement à ce développement, on observe, à partir du milieu des années 1970, la multiplication d'entreprises publiques communales de construction, chaque commune cherchant à s'autonomiser dans les moyens de réalisation. Ces entreprises ont absorbé une bonne partie de la main d'œuvre à faible qualification et contribué à satisfaire les besoins en infrastructures, mais souvent au prix d'une gestion très coûteuse (prix et délais imposés par la tutelle administrative, suremploi, suréquipement, financement massif par endettement) qui les fragilisera lorsque les dépenses publiques d'équipement ont commencé à se contracter à partir du milieu des années 1980.

Le développement de la grande industrie publique

- 8 La grande industrie publique est constituée de projets d'investissement mis en œuvre par les entreprises publiques nationales et impulsées par les ministères de l'industrie. La localisation de ces projets semble avoir été orientée par une double logique :
- une logique « politique » de répartition spatiale relativement équilibrée des investissements, doublée d'une volonté de diffuser l'industrialisation dans l'espace économique,
 - Une logique d'adaptation aux contraintes liées aux activités (intrants importés) ou aux régions d'implantation (absorption de la main d'œuvre).
- 9 La Kabylie (Tizi-Ouzou, Bgayet, Bouira, Bordj Bou-Argeridj, Setif, Boumerdes) a accueilli deux types d'activités :
- Des grands complexes (de 1 000 à 4 000 emplois) à technologies complexes, fonctionnant à partir d'intrants en partie importés et produisant une gamme variée de produits pour le marché national. On peut citer les exemples suivants :

Wilaya	Entreprises	Produits
Tizi-Ouzou	ENIEM	Froid domestique, cuisinières, climatiseurs
	ENEL	Moteurs et transformateurs électriques
	COTITEX	Filés et tissus en coton
Bgayet	ENCG	Raffinerie d'huile, savonnerie
	ECOTEX	Confection
	INDITEX	Moquette, toile et jute
Bouira	ENAD	Détergents
	ENAP	Peintures et colles
Setif	ENIPEC	Piles et accumulateurs
	ENPC	Plastique
	BCR	Boulonnerie, robinetterie
Bordj Bou Argeridj	GIPEC	Cartonnerie, emballages
Boumerdes	BCR	Platerie, coutellerie

Ces complexes sont peu intégrés localement. Ils exercent leurs effets par l'emploi et les revenus distribués. Il en était attendu des investissements complémentaires permettant d'impulser une dynamique industrielle. Un embryon de spécialisation (voulue ?) peut être décelé pour la Kabylie dans la filière textile.

- Des usines de taille moyenne (200 à 500 emplois) produisant des biens de consommation finale : confection (Tizi-Ouzou, Larbaa Nath Irathen, Ain El Hemmam, Bgayet, Kherrata, Bouira), menuiserie ébénisterie (Mechtras, Taboukert, Bgayet), transformation du cuir (Dellys, Akbou) et agro-alimentaire (minoterie à Bouira, Sidi Aich, Bordj Bou Argeridj, Tadmait, Baghlia et laiterie à Amizour et Draa Ben Khedda). Là encore la part des intrants importés est déterminante et l'articulation avec les ressources locales faible.

Émergence et développement du secteur privé

- 10 Jusqu'au début des années 1980, l'orientation des politiques publiques était défavorable au secteur privé et en a donc freiné le développement. Il est demeuré cantonné à de petites unités le plus souvent orientées vers les marchés locaux ou régionaux de biens de consommation (agro-alimentaire, confection) ou de matériaux de construction. Les initiateurs des projets viennent la plupart du temps de la sphère commerciale ou sont des membres des appareils politiques et administratifs recyclés dans les affaires.
- 11 Les dispositifs mis en place au début des années 1980 accélèrent nettement le mouvement des investissements (plus de 400 créations d'entreprises entre 1981 et 1986 pour la wilaya de Tizi-Ouzou, et la même tendance est observable pour les autres régions de Kabylie).
- 12 Le développement du secteur privé pour la période 1980-1993 est orientée par des marchés caractérisés par un déséquilibre offre/demande et un double système de prix qui rendaient possible la captation de rentes.
- 13 Cette trajectoire de croissance est contrariée par l'exacerbation de la « régulation pénurique » et sa conséquence logique, la mise en œuvre d'un programme de stabilisation dont l'effet immédiat est de modifier les principales grandeurs économiques (taux de change, taux d'intérêt, prix des intrants). Beaucoup d'entreprises privées ne résisteront pas au choc ; par exemple 18 des 30 limonaderies de la wilaya de Tizi-Ouzou ont fermé ; l'industrie de la confection est dévastée. Beaucoup d'industriels se sont reconvertis dans l'activité d'importation.
- 14 Les réformes des dispositifs institutionnels engagées à partir de 1995 ouvriront de nouvelles perspectives à l'investissement privé en simplifiant quelque peu les procédures et en libéralisant les importations d'intrants.

Une crise profonde, une restructuration freinée

- 15 La crise de l'industrie algérienne résulte de la combinaison d'une double choc : la contraction de la demande interne couplée à une crise du modèle de gestion étatique de l'économie.
- 16 Les trois secteurs que nous avons décrits développent des comportements différents face à la crise.

Crise et régression de l'industrie publique locale

- 17 L'industrie publique locale subit les effets négatifs de deux facteurs : d'une part la contraction de l'investissement dans le domaine du logement et des infrastructures a conduit à un effondrement des marchés et à l'apparition de surcapacités de production ; d'autre part la fragilité des structures financières et les prix imposés par l'État entraînent beaucoup d'entreprises dans une spirale de dégradation de leurs conditions d'exploitation. Un petit nombre d'entreprises réussit à tirer son épingle du jeu. Les entreprises de l'artisanat traditionnel connaissent la même évolution : à Tizi-Ouzou, seules 3 entreprises sur 24 ont survécu. Les quelques entreprises reprises par leurs salariés survivent péniblement. Le coût de redressement de ces entreprises publiques locales a paru exorbitant aux pouvoirs publics eu égard au rétrécissement

des marchés. Le coût social est bien évidemment très lourd dans une région au taux de chômage élevé.

La crise de la grande industrie publique

- 18 Les grands complexes ont été conçus pour approvisionner des marchés « administrés », où la demande était gonflée par toute une série de mécanismes : surévaluation du dinar, prix administrés... La dévaluation du dinar et l'augmentation d'autres charges d'exploitation ont fait exploser les prix et entraîné mécaniquement la contraction des marchés : à titre d'exemple, la production de réfrigérateurs de l'ENIEM est passée de 400 000 à 120 000 entre 1992 et 1996.
- 19 La structure financière déjà fragile de ces complexes subit le contrecoup de la dévaluation du dinar et la détérioration des comptes d'exploitation est aggravée.
- 20 La stratégie de l'État vis-à-vis de ces entreprises semble fondée sur l'hypothèse qu'il est possible de les redresser et de les redéployer dans le cadre de la propriété publique en exploitant les réserves de productivité. Pour l'heure, la restructuration a consisté à ajuster les conditions d'exploitation à la nouvelle donne économique : réduction des effectifs, réduction des stocks, désendettement partiel, sans que les entreprises ne développent de véritables stratégies de redéploiement.

Le secteur privé : de grandes potentialités et des facteurs d'inhibition

- 21 L'évolution récente du secteur privé en Kabylie présente des aspects contradictoires. D'un côté, on peut observer une accélération nette des créations d'entreprises, une diversification des activités avec l'apparition d'activités technologiquement complexes et l'émergence de nouveaux types d'entreprises (jeunes entrepreneurs, entreprises conjointes avec des partenaires étrangers, grandes entreprises privées de dimension internationale). Cette évolution est plus marquée dans les wilaya de Bejaia, Bordj Bou Arreridj et Setif, Tizi-Ouzou et Bouira restant en retrait.
- 22 Face à ces facteurs favorables, les facteurs inhibiteurs demeurent puissants, et ne permettent pas l'exploitation de toutes les potentialités. On peut en évoquer trois : de fortes contraintes d'accès au foncier industriel, un modèle institutionnel encadrant l'acte d'investissement rigide et lourd et de fortes contraintes de financement pour les entreprises à capitaux individuels ou familiaux dont la surface financière est étroite.

BIBLIOGRAPHIE

- OUSSALEM M.-O., « Entrepreneuriat privé et développement local », *Insaniyat*, 16, 2002. CRASC Oran.
- BENYAOU M., OUSSALEM M.-O., CHALLAL M., SALHI B., *Étude sur l'artisanat d'art traditionnel dans la wilaya de Tizi-Ouzou*, Université de Tizi-Ouzou. 1992.

BOUGUERMOUH M., BOUTELDJA O., BOUMATI A., OUSSALEM M.-O., *Les entraves au développement local : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou*, Université de Tizi-Ouzou. 1992.

INDEX

Mots-clés : Artisanat, Economie, Industrie, Kabylie